



Communiqué de presse

Le Collectif Sauvons les Fruits et légumes de France dénonce 5 « fake news » sur les fongicides SDHI

Le 5 septembre 2019 – *Des associations environnementalistes anti-pesticides lancent une campagne savamment orchestrée contre les fongicides SDHI via la publication d'un opuscule. Une opération de communication et de marketing qui vise également à remettre en cause gravement les compétences des autorités sanitaires françaises. Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France revient point par point sur ces attaques et démonte les mensonges véhiculés.*

- « Les fongicides SDHI sont déversés massivement sur nos cultures » → FAUX

Les fongicides SDHI représentent 2% des tonnages de fongicides vendus en France en 2018. On observe les mêmes tendances de 2013 à 2017. En moyenne, pour 1 hectare (soit **10 000 m²**), les agriculteurs appliquent une dose de 100 g !

- « Les fongicides SDHI représentent un risque grave pour notre santé » → FAUX

Suite à une « alerte » lancée en avril 2018 par quelques chercheurs dans le journal *Libération*, les scientifiques mandatés par l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) ont conclu en janvier 2019 à l'innocuité des fongicides de la famille des SDHI tout en appelant à des études complémentaires : *A l'issue des travaux, l'Anses conclut que les informations et hypothèses évoquées n'apportent pas d'éléments en faveur d'une alerte sanitaire pour la santé humaine et l'environnement en lien avec l'usage agricole de ces fongicides qui pourrait justifier la modification ou le retrait des autorisations de mise sur le marché.*¹

¹ <https://www.anses.fr/fr/content/fongicides-inhibiteurs-de-la-succinate-d%C3%A9hydrog%C3%A9nase-sdhi-l%E2%80%99anses-pr%C3%A9sente-les-r%C3%A9sultats-de>

Contact

contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr

07 66 50 87 39

Quelques mois seulement après ce premier avis, l'ANSES a confirmé le 25 juillet dernier via un communiqué, qu'« à ce jour, aucun nouvel élément n'est venu confirmer l'existence d'une alerte sanitaire qui conduirait au retrait des autorisations de mise sur le marché en vigueur, conformément aux règlements nationaux et européens relatifs aux produits phytopharmaceutiques ».

- « Les fongicides SDHI sont omniprésents dans notre environnement » → FAUX

Les scientifiques mandatés par l'ANSES ont étudié la présence de substances de la famille des SDHI sur différents éléments de notre environnement : eaux de surfaces, eaux souterraines, air, faune, etc. Les taux de quantification de ces substances sont faibles voire très faibles et impliquent donc l'absence de conséquences néfastes sur notre environnement.

- « Le maintien de l'autorisation de l'usage des fongicides SDHI est un crime » → FAUX

De tels propos sont excessifs. Parler de « crime » est non seulement une accusation gravissime mais entretient dans les campagnes un climat de peur, de méfiance, voire même de violence à l'égard des agriculteurs². Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France remarque aussi que ce type d'opération militante ne fait que renforcer l'idéologie complotiste dont sont directement victimes les paysans et mais aussi les consommateurs. Comment en effet fournir à l'avenir sur nos étales des produits bons et sains si les règles sont systématiquement remises en cause par des personnes n'ayant aucune compétence pour le faire, alors que le système sanitaire français est aujourd'hui l'un des plus performants au monde ?

-« Nos agences sanitaires sont corrompus et incompétentes » → une telle accusation est inacceptable.

A de multiples reprises, les autorités sanitaires dont l'ANSES ont montré le sérieux de leurs recommandations. Les producteurs de fruits et légumes comme chaque citoyen responsable font confiance à ces scientifiques travaillant pour l'intérêt général, y compris lorsque ceux-ci émettent des avis qui ne leur sont pas *a priori* favorables. A moins de vouloir sombrer dans l'anarchie, la

² https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/agriculture/agriculteurs-quand-ils-deviennent-des-cibles_3603319.html

Contact

contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr

07 66 50 87 39

confiance dans les autorités sanitaires est indispensable pour maintenir la durabilité et la compétitivité de notre modèle agro-alimentaire et tout simplement maintenir une vie en société qui ne tombe pas sous le coup de l'opinion.

Les militants environnementalistes se trompent de combat

Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France rappelle que 96 % des fruits et légumes consommés dans l'Union Européenne respectent les normes sanitaires. Le tout dernier rapport annuel de l'EFSA³ publié en juillet 2019 sur les résidus de pesticides dans les fruits et légumes rend compte pour 2017 de données tout à fait rassurantes : les fruits et légumes consommés par les Européens sont dans leur immense majorité « *exempts de résidus de pesticides ou en contiennent dans les limites légalement autorisées* ». Les adversaires des SDHI se trompent de combat : l'enjeu est bien de soutenir la consommation de fruits et légumes indispensable à l'équilibre alimentaire. Or, cette consommation connaît une baisse tendancielle depuis plusieurs années. Il est proprement scandaleux d'alimenter des peurs ex-nihilo.

Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France rassemble des producteurs travaillant en agriculture biologique et raisonnée. Membres de toutes les filières et de toutes les associations professionnelles, ils sont confrontés à un même problème majeur : protéger leur récolte de manière efficace et dans le respect de l'environnement. En 2007, ils ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics à cette menace qui pèse sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier. Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence les organisations professionnelles ; il n'a que pour but de les compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité.

³ European Food Safety Authority, [Résidus de pesticides dans les aliments : le point sur la situation dans l'UE](#), 26 juin 2019.

Contact

contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr

07 66 50 87 39

Contact

contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr

07 66 50 87 39